

# Relance : les lobbies à la manœuvre

## L'ANALYSE DE LA SEMAINE PAUL SEABRIGHT

**M**ais qu'est-ce qui a pris le Sénat américain ? Par quel excès de pudeur néolibérale les républicains ont-ils refusé de financer les demandes des dirigeants des groupes automobiles de Detroit qui avaient renoncé à leurs avions privés pour venir en voiture (hybride de surcroît) plaider leur cause à Washington ? En octobre, 500 000 salariés ont perdu leur emploi aux Etats-Unis. Une vague de licenciements comme on n'en avait pas vue depuis des décennies. Quatorze milliards de dollars pour soutenir GM et Chrysler, rien que de très normal, dans ces circonstances...

Et pourtant, ces mesures d'urgence pouvaient légitimement inquiéter. Pourquoi Toyota, Nissan et Honda, installés au sud du pays, n'auraient-ils pas bénéficié du plan de relance ? Ils emploient des ouvriers américains. Il aurait été facile au Congrès de soutenir l'industrie automobile présente sur le sol américain dans son ensemble, avec des aides à l'achat, laissant aux individus la possibilité de choisir la voiture de leur cœur.

Jusqu'au jeudi 11 décembre, les lobbies des constructeurs améri-

cains pensaient avoir joué et bien joué. En gros, cinq pays se partagent le marché mondial de l'automobile, marché en surcapacité structurelle et mal adapté aux nouvelles aspirations environnementales. Le plan américain de relance industrielle ainsi conçu était surtout destiné à booster les champions américains, aujourd'hui en relative mauvaise posture dans la compétition internationale.

Distorsion de la concurrence ? Non seulement cela, mais gaspillage aussi. Si des plans de relance étatiques sont indispensables dans la conjoncture actuelle, les modalités de ces plans feront toute la différence entre échec et réussite.

Les entreprises sont toutes à l'affût des soutiens publics, et les plus proches des pouvoirs politiques, les plus habiles à la manœuvre, seront sûrement mieux servies que les autres, qu'elles soient ou non grave-

ment touchées par la crise, qu'elles soient ou non correctement gérées, qu'elles proposent ou non des produits en phase avec la demande.

On comprend mieux, dans ce contexte, les réserves émises par les gendarmes de la concurrence.

Le fait d'accepter dans l'urgence, et au nom de la crise économique, des fusions de banques britanniques de première importance, comme Lloyds et HBOS, va entraîner des conséquences néfastes que l'on paiera encore dans dix ans. Leurs cultures sont très différentes, le mariage pourrait être fort conflictuel. Il ne répond d'ailleurs pas à une attirance réciproque, mais au désir d'acquérir en commun un jackpot, un pouvoir de marché renforcé.

Le plan de soutien français aux banques tricolores a abouti pour sa part au terme d'une négociation serrée entre Paris et Bruxelles, la

Commission européenne soulignant la relative bonne santé des institutions financières hexagonales et soupçonnant le gouvernement français de vouloir en fait renforcer leurs positions internationales déjà favorables. De fait, les prêts que leur accordera l'Etat français seront moins attractifs qu'initialement prévu.

Le sujet est très complexe. Difficile de se faire une idée de la situation réelle des entreprises qui appellent à l'aide. Mais en donnant plus à celles qui crient le plus fort, on risque de créer toutes les conditions d'une nouvelle crise à moyen terme.

Le discernement dans l'attribution des aides n'est pas un luxe réservé aux époques paisibles. La crise actuelle, il ne faut pas l'oublier, est née des politiques monétaires et financières laxistes menées aux Etats-Unis et ailleurs à partir de la fin 2001. La bulle Internet et les Twin Towers avaient explosé. Le moral était au plus bas. Il fallait à tout prix relancer la machine économique. On a distribué de l'argent public à tout-va, sans faire de détails. C'était il y a sept ans. ■

Paul Seabright est chercheur à l'École d'économie de Toulouse.

« En donnant plus  
à ceux qui  
crient le plus  
fort, on risque  
de créer  
les conditions  
d'une crise à  
moyen terme »